

Réunion ministérielle du Groupe consultatif ad hoc du Conseil économique et social sur Haïti

New York, 24 septembre 2026

Résumé du Président

Introduction

1. La réunion ministérielle du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (GCAH) du Conseil économique et social (ECOSOC) s'est tenue le 24 septembre 2026, durant la semaine de haut niveau de la quatre-vingt-unième session de l'Assemblée générale. Elle a offert l'occasion de mobiliser un soutien en faveur de la stabilité et du développement d'Haïti.

2. La réunion, convoquée par le Canada en sa qualité de Président du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti, a réuni des ministres et d'autres hauts responsables gouvernementaux, ainsi que de hauts représentants d'entités des Nations Unies, d'organisations régionales, d'institutions financières internationales et de fondations privées. Des déclarations ont été prononcées par: S. E. M. Alix Didier Fils-Aimé, Premier Ministre de la République d'Haïti; l'honorable Randeep Sarai, Secrétaire d'État (Développement international) du Canada; S. E. Mme Raina Forbin, Ministre des affaires étrangères d'Haïti; S. E. M. Mario Andresol, Ministre de la défense d'Haïti; S. E. M. Amar Bendjama, Président du Conseil économique et social; S. E. Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies; et M. Carlos Ruiz Massieu, Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et Chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. S. E. M. David Lametti, Ambassadeur et Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti, a animé les débats.

Résumé des débats

3. Le Premier Ministre d'Haïti a exposé sa vision d'une transition de la dépendance à l'égard de l'aide vers une croissance durable, tirée par l'investissement. Il a souligné l'ambition de faire d'Haïti une terre d'investissement, d'innovation et d'opportunités, où les communautés vivent en sécurité, les entreprises prospèrent, les jeunes entrevoient un avenir et le développement économique améliore les conditions de vie. Il a exhorté la communauté internationale à renforcer son appui aux priorités d'Haïti, notamment le renforcement de la sécurité, la consolidation de la gouvernance démocratique par la tenue d'élections crédibles, et le soutien aux efforts de relèvement économique visant à s'attaquer aux facteurs d'instabilité.

4. Les participants ont réaffirmé leur solidarité avec Haïti et leur engagement à ses côtés. Ils ont insisté sur la nécessité d'un processus équitable et inclusif menant à des élections libres et crédibles, et ont appelé à fournir une assistance technique, financière et logistique pour aider Haïti à rétablir la gouvernance démocratique. Les efforts déployés par la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation des États américains (OEA) ont été mis en exergue.

5. Les participants se sont déclarés vivement préoccupés par la persistance de la violence des gangs dans le pays, qui a entraîné des violations des droits de la personne, une aggravation des besoins humanitaires et un ralentissement des progrès en matière de développement. Ils ont souligné que le rétablissement de la sécurité et la protection de la population demeurent des priorités urgentes, et ont noté avec préoccupation les enlèvements, extorsions et actes de traite d'êtres humains commis

récemment par les gangs. Dans ce contexte, ils ont appelé la communauté internationale à apporter un soutien renforcé et mieux coordonné aux efforts nationaux visant à relever les défis sécuritaires. Ils ont également insisté sur l'importance de protéger les civils, de renforcer les institutions nationales, de rétablir l'état de droit et de créer des conditions plus sûres propices à une paix, à une stabilité et à un développement durable.

6. Les participants ont demandé le renouvellement du mandat de la Force de répression des gangs (FRG) par le Conseil de sécurité et ont instamment prié que les 5 500 membres de la Force soient déployés rapidement, en l'assortissant d'un appui financier, technique et logistique, tout en appelant à un soutien accru aux institutions haïtiennes de sécurité. Ils ont souligné l'importance de garanties solides en matière de droits de la personne, en accordant une attention particulière à la protection des femmes et des enfants. La coopération régionale et internationale a été jugée essentielle pour mettre fin aux flux illicites d'armes et de capitaux à destination et en provenance d'Haïti.

7. Les participants ont demandé un financement urgent du Plan de besoins et de réponse humanitaires 2026 pour Haïti. Quelque 6,4 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont 1,5 million de personnes déplacées dans leur propre pays, dont la moitié sont des enfants. La faim aiguë, l'insécurité alimentaire et l'accès limité à l'éducation et aux soins de santé demeurent des sujets de vive préoccupation dans un pays où, selon les estimations, 45 % de la population a moins de 18 ans. La crise a touché de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées, les enfants, les jeunes et les femmes.

8. Les participants se sont dit préoccupés par le recrutement et l'utilisation d'enfants par les gangs armés. La création récente du fonds d'affectation spéciale multipartenaire « Fonds pour les dividendes de la paix en Haïti » a été saluée comme une évolution positive qui appuiera le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) et la réduction de la violence communautaire (RVC), ainsi que la stabilisation et le relèvement, et les initiatives en faveur de l'état de droit et de la justice. Les efforts de DDR doivent s'accompagner de systèmes judiciaire et pénitentiaire solides, ainsi que de l'établissement des responsabilités pour les crimes graves et les violations des droits de la personne.

9. Les participants ont souligné que des solutions à long terme sont indispensables pour s'attaquer aux causes profondes de la violence et de l'instabilité en Haïti. Si la sécurité demeure une priorité immédiate, des solutions durables exigent une approche globale et intégrée associant sécurité, assistance humanitaire et efforts de développement. La communauté internationale a été invitée à appuyer les priorités de développement d'Haïti au moyen d'initiatives mieux coordonnées.

10. Les participants se sont félicités de l'engagement soutenu des institutions financières internationales (IFI), notamment du programme de suivi par les services du Fonds monétaire international (FMI), du Cadre de partenariat avec le pays de la Banque mondiale et du plan de relèvement et de développement à moyen terme coordonné par la Banque interaméricaine de développement. Les IFI et le système des Nations Unies ont été encouragés à aider Haïti à accroître les possibilités d'investissement grâce au financement, aux partenariats et à l'atténuation des risques.

11. L'intention d'Haïti de présenter son premier examen national volontaire (ENV) au Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) en 2027 a été accueillie avec satisfaction, y

voyant une occasion importante d'évaluer les progrès accomplis, de recenser les difficultés et les priorités, et de redoubler d'efforts en faveur du développement durable.

12. Les participants ont souligné le rôle important que joue le Groupe consultatif ad hoc de l'ECOSOC sur Haïti pour maintenir l'attention de la communauté internationale et mobiliser un soutien coordonné en faveur de la stabilité et du développement à long terme d'Haïti, en phase avec les priorités haïtiennes.

Pour de plus amples informations sur le Groupe consultatif ad hoc de l'ECOSOC sur Haïti, y compris ses rapports annuels, consulter le site Web du Conseil économique et social : <https://ecosoc.un.org/en/what-we-do/ecosoc-ad-hoc-advisory-group-haiti>